



Numéro PPQ/9515

vendredi 10 juin 2016

Les grands titres:

- Syrie : le PAM parvient à livrer de la nourriture dans des villes assiégées, dont Darayya
- Haïti : la commune de Los Palmas touchée par le choléra a désormais accès à l'eau potable
- Europe : le HCR ajuste sa réponse aux nouvelles conditions de la crise des réfugiés et migrants
- Centrafrique : Ban Ki-moon salue le Président pour avoir tendu la main aux groupes armés
- Somalie : Ban Ki-moon condamne une attaque contre une base de l'AMISOM
- Le PAM annonce la publication d'un guide de bonne pratique sur l'alimentation à l'école
- L'ONU dénonce la rhétorique incendiaire du Président de Gambie visant un groupe ethnique
- David Beckham, Ambassadeur itinérant de l'UNICEF, en visite au Swaziland, frappé par la sécheresse
- Le chef de l'ONU souligne le rôle crucial des Casques bleus pour protéger les civils
- Yémen : l'ONU condamne des attaques meurtrières à Taëz
- Burundi : visite de la mission d'experts de l'ONU sur les droits de l'homme la semaine prochaine

Syrie : le PAM parvient à livrer de la nourriture dans des villes assiégées, dont Darayya



Le 9 juin 2016, le PAM et ses partenaires ont livré de la nourriture pour 2.400 femmes, enfants et hommes dans la ville assiégée de Darayya. Photo PAM/Hussam AlSaleh

10 juin - Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) a déclaré vendredi avoir été en mesure de livrer des denrées alimentaires, pour la première fois depuis 2012, à la ville assiégée de Darayya, dans la banlieue de Damas, en Syrie, sous la forme d'un convoi affrété conjointement par l'ONU et le Croissant-Rouge arabe syrien.

Dans un communiqué de presse, le PAM a annoncé avoir livré suffisamment de rations familiales pour nourrir 2.400 personnes pendant un mois, et assez de farine de blé pour nourrir toute la population de Darayya, soit 4.000 personnes, pendant un mois.

L'agence a précisé que le convoi de neuf camions avait aussi effectué des livraisons de matériel médical, jeudi soir.

« D'autres convois sont prévus dans l'ensemble des 19 zones assiégées en Syrie dans le cadre du plan humanitaire pour le mois de juin, qui a été approuvé par le gouvernement de la Syrie », a salué le PAM.

Par ailleurs, une série de largages aériens sur la ville assiégée de Deir Ezzor ont permis de livrer des denrées alimentaires pour que les 100.000 personnes prises au piège à l'intérieur de la ville puisse se nourrir pendant un mois, a souligné le PAM, qui prévoit de poursuivre les largages aériens dans les prochaines semaines pour livrer une autre ration mensuelle.

Au total, au cours des premiers jours de juin, le PAM a fourni une aide alimentaire vitale à plus de 1,4 million de personnes à travers la Syrie dans le cadre du plan mensuel de l'organisation pour atteindre 4 millions de personnes déplacées et vulnérables dans le courant du mois.



Haïti : la commune de Los Palmas touchée par le choléra a désormais accès à l'eau potable



Une femme avec son fils remplit un bidon à un point d'eau à Los Palmas, en Haïti.
Photo Logan Abassi/ONU/MINUSTAH

10 juin - La localité de Los Palmas, au nord-est de la ville de Hinche en Haïti, qui avait été touchée en novembre 2010 par l'épidémie du choléra a désormais accès à l'eau potable grâce à un système d'adduction d'eau construit avec le soutien de l'ONU.

Le nouveau système d'adduction a été inauguré au début du mois et fait partie de la campagne lancée par le gouvernement haïtien et soutenue par les Nations Unies visant à accroître et améliorer l'accès à l'eau potable et aux infrastructures sanitaires en Haïti. Il s'agit d'éviter la contamination de l'eau par la défécation en plein air et ainsi réduire la propagation des maladies hydriques dont fait partie le choléra, a précisé la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH).

Le 14 juillet 2014, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, et le Premier ministre haïtien de l'époque, Laurent Lamothe, avaient procédé à la pose de la première pierre de ce système d'adduction d'eau destiné à la population de Los Palmas et des alentours.

« Les Nations Unies se tiennent prêtes à appuyer cette initiative dans les endroits les plus isolés, où persiste toujours le cholera [...] Vous pouvez compter sur moi et sur les Nations Unies pour faire notre part du travail », avait alors déclaré M. Ban.

« Cet ouvrage à Los Palmas s'inscrit dans les efforts de la famille des Nations Unies en Haïti dont la MINUSTAH, les différentes agences ainsi que les fonds et programmes afin de soutenir Haïti pour avancer vers l'Objectif de développement durable 6 qui permet d'assurer l'accès à l'eau et à l'assainissement », a déclaré Pierre Ubalijoro, chef des affaires civiles par intérim au sein de la MINUSTAH, qui a pris la parole au nom de la Représentante spéciale du Secrétaire général en Haïti, Sandra Honoré, lors de l'inauguration début juin 2016.

M. Ubalijoro a souligné que cet effort était crucial pour réduire les risques des maladies hydriques, dont le choléra.

Captage de sources, construction de réservoirs, mise en place de 12 kiosques et deux points d'eau sont quelques-unes des actions qui ont été réalisées. L'ouvrage a été financé par la MINUSTAH. Il s'agit pour la Mission, à travers son programme de projets à effet rapide, d'apporter un appui aux autorités haïtiennes pour l'amélioration des infrastructures publiques et les conditions de vie des populations.

« La plus grande partie de mon temps était utilisée à la recherche de l'eau », a raconté Ivrose Paul, une mère de famille, qui, comme des centaines d'autres femmes et d'enfants vivant à Los Palmas devaient partir tôt le matin, marcher plus d'une heure, et attendre des heures pour se procurer un récipient d'eau.

Le nouveau système d'adduction d'eau leur amène un souffle nouveau.

Europe : le HCR ajuste sa réponse aux nouvelles conditions de la crise des réfugiés et migrants



Des bénévoles grecs aident un enfant en bas âge à sortir d'un bateau ayant atteint les côtes de l'île Lesbos, après avoir traversé la mer Égée depuis la Turquie.
Photo : HCR / Achilleas Zavallis

10 juin - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a annoncé vendredi une restructuration de son plan d'action régional pour les réfugiés et migrants arrivés en Europe, afin de l'adapter aux nouvelles conditions liées à la fermeture des frontières le long de la route des Balkans et à la signature d'un accord de renvoi des réfugiés entre l'Union européenne (UE) et la Turquie.

« Ces développements ont eu un impact significatif sur le nombre de réfugiés et de migrants qui arrivent, engendrant notamment une diminution du nombre de personnes le long de la route des Balkans et une augmentation du nombre de personnes demeurant en Grèce », a déclaré un porte-parole du HCR, William Spindler, lors d'une conférence de presse à Genève, en Suisse.

Or, a expliqué M. Spindler, le plan d'action régional défini par le HCR et 60 de ses partenaires en Europe avait été conçu en janvier 2016 pour faire face aux larges mouvements de réfugiées et migrants enregistrés à travers l'Europe en 2015, où une grande partie du million de personnes arrivées sur le continent par la mer Méditerranée s'était aventurée le long de la route des Balkans.

Si la signature de l'accord entre l'UE et la Turquie et la fermeture des frontières ont fortement réduit le nombre des arrivées en 2016, 57.000 réfugiés et migrants se trouvent toujours actuellement dispersés dans différents sites grecs.

« Les besoins non satisfaits demeurent importants, à mesure que les conditions de vie dans les sites en Grèce, à la fois sur les îles et sur le continent, se sont détériorées, en raison de la surpopulation et de la hâte avec laquelle ces sites ont été établis sur le continent », a indiqué le porte-parole.

Dans ce contexte, le HCR et ses partenaires humanitaires ont décidé de centrer leur plan d'action régional non plus sur les personnes en mouvement, mais sur la population immobilisée en Grèce.

« Les besoins financiers pour mettre en œuvre le plan ont été ajustés pour tenir compte de ce changement de circonstances. Ils se situent actuellement autour de 670 millions de dollars pour 2016, dont 328,8 millions ont déjà été perçus », a précisé M. Spindler.

Le HCR estime qu'entre janvier et mai 2016, environ 200.000 réfugiés et migrants sont arrivés en Europe par la mer, dont plus de 150.000 en Grèce.

Centrafrique : Ban Ki-moon salue le Président pour avoir tendu la main aux groupes armés



Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon (à droite), rencontre le Président de la République centrafricaine, Faustin Archange Touadéra. Photo ONU/Eskinder Debebe

10 juin - Le Secrétaire-général de l'ONU, Ban Ki-moon, a rencontré vendredi à New York le Président de la République centrafricaine, Faustin Archange Touadéra, pour discuter de la situation dans ce pays, notamment de la prise de contact du Président avec les représentants des groupes armés.

« Le Secrétaire-général a souligné que le pays était entré dans une nouvelle phase suite à la tenue d'élections démocratiques. Il a salué le Président pour avoir tendu la main aux groupes armés et pour sa vision d'une stratégie holistique visant à traiter les causes profondes qui ont poussé ces groupes à prendre les armes », a dit son porte-parole dans un compte rendu de la rencontre.

Le chef de l'ONU s'est réjoui de la détermination du Président et de son gouvernement à poursuivre ce processus dans un esprit de réconciliation nationale et d'inclusion, tout en étant guidés par les principes et recommandations du Forum de Bangui.

Il a exhorté les groupes armés à saisir l'opportunité qui leur est offerte à travers l'initiative du Président, « en s'y'engageant en toute bonne foi, pour amener la paix et la stabilité dans le pays ». Il a souligné que la restauration rapide de l'autorité de l'état était cruciale dans la promotion de la sécurité et du redressement socio-économique du pays.

« Le Secrétaire-général a souligné l'importance pour la communauté internationale de continuer de soutenir la République centrafricaine à traiter des causes profondes de la crise et d'appuyer son plan de redressement », a ajouté son porte-parole.

Il a réitéré l'engagement des Nations Unies et de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine (MINUSCA) d'apporter leur soutien absolu au processus de paix.

Somalie : Ban Ki-moon condamne une attaque contre une base de l'AMISOM



Des soldats de la paix de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) gardent le palais présidentiel à Mogadiscio. Photo : AMISOM

10 juin - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a condamné vendredi une attaque meurtrière survenue la veille contre une base de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), à Halgan, où était déployé un contingent éthiopien de la Mission.

Dans un communiqué de presse rendu public par son porte-parole, M. Ban a exprimé ses condoléances aux familles des victimes et a souhaité un « prompt rétablissement » aux soldats blessés.

Il a également exprimé sa solidarité envers l'AMISOM et les forces de l'armée nationale somalienne, auxquelles il a rendu hommage pour la « réponse professionnelle et courageuse dont ils ont fait preuve en repoussant les assaillants ».

Il a aussi loué « leur engagement indéfectible » en faveur du rétablissement de la sécurité et d'une stabilité durable en Somalie.

Le Secrétaire général a par ailleurs appelé le peuple somalien et son gouvernement à rester ferme dans la lutte contre le groupe terroriste El-Chabab. Il a réitéré le soutien indéfectible des Nations Unies envers leurs « efforts déterminés » pour construire une « Somalie pacifique et stable ».

Le PAM annonce la publication d'un guide de bonne pratique sur l'alimentation à l'école



Des repas scolaires du PAM sont servis dans un centre éducatif à Kibera, au Kenya. Photo PAM/Challiss McDonough

10 juin - Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) a annoncé vendredi la publication d'une étude sur les distributions de repas dans les cantines scolaires dans le monde, offrant des recommandations sur la façon de mettre en œuvre des programmes de nutrition à grande échelle pour les élèves.

Coréalisé par le Partnership for Child Development de l'Imperial College de Londres (PCD), le PAM et la Banque Mondiale, ce 'Guide de référence de l'alimentation scolaire mondial : leçons provenant de 14 pays' permet de mettre en évidence des bonnes pratiques en matière de nutrition en milieu scolaire, à l'attention des gouvernements et du secteur éducatif.

Selon l'étude, publiée jeudi, les programmes d'alimentation scolaires existent dans presque tous les pays du monde et représentent un investissement global annuel total de 75 milliards de dollars.

Environ 368 millions d'enfants, soit environ un enfant sur cinq dans le monde, bénéficient d'un repas par jour à l'école, indique le rapport.

« Cependant, trop souvent, ces programmes sont les plus faibles dans les pays où les besoins sont les plus importants », note le rapport.

Dans la préface de l'étude, rédigée conjointement par le Président du Groupe de la Banque Mondiale, Jim Yong Kim, et la Directrice exécutive du PAM, Ertharin Cousin, ces derniers rappellent que les repas scolaires « contribuent à l'apprentissage des enfants en évitant qu'ils aient faim et en améliorant leurs capacités cognitives ».

« Aujourd'hui, les programmes d'alimentation scolaires nationaux sont de plus en plus intégrés dans les politiques nationales pour l'élimination de la pauvreté, la protection sociale, l'éducation et la nutrition », ajoutent-ils.

En collaboration avec les gouvernements de 14 pays (Botswana, Brésil, Cabo Verde, Chili, Côte d'Ivoire, Equateur, Ghana, Inde, Kenya, Mali, Mexique, Namibie, Nigeria et Afrique du Sud), ce guide de référence illustre différents modèles nationaux d'alimentation scolaire.

« Le message central de cette recherche est qu'il n'y a pas de 'modèle unique' pour l'alimentation scolaire ; il y a plusieurs routes menant au succès. Le contexte est fondamental. Ce guide de référence sera un outil précieux pour les gouvernements pour leur permettre de prendre des décisions basées sur des faits avérés qui amélioreront l'efficacité de leurs programmes d'alimentation scolaire », a déclaré le rédacteur principal de l'étude et Directeur exécutif du PCD, Lesley Drake.

L'ONU dénonce la rhétorique incendiaire du Président de Gambie visant un groupe ethnique



Le Conseiller spécial sur la prévention du génocide, Adama Dieng. Photo ONU/Amanda Voisard

10 juin - Le Conseiller spécial du Secrétaire général de l'ONU sur la prévention du génocide, Adama Dieng, a dénoncé vendredi la rhétorique incendiaire du Président de Gambie, Yahya Jammeh, à l'égard du groupe ethnique Mandinka.

M. Dieng a condamné un discours prononcé par le Président Jammeh lors d'un rassemblement politique le 3 juin, au cours duquel il aurait menacé d'éliminer les Mandinka, les accusant d'être des « ennemis, des étrangers ».

« Je suis profondément alarmé par la stigmatisation publique, la déshumanisation et les menaces contre les Mandinka par le Président Jammeh », a déclaré le Conseiller spécial dans un communiqué de presse. « Les déclarations publiques de cette nature par un chef de file national sont irresponsables et extrêmement dangereuses. Elles peuvent contribuer à diviser les populations, à nourrir la suspicion et à inciter à la violence contre les communautés en raison uniquement de leur identité ».

M. Dieng a rappelé que les discours de haine peuvent être un élément déclencheur d'atrocités. « Nous avons vu, au Rwanda, en Bosnie, et plus récemment au Moyen-Orient, comment l'incitation à la violence a conduit à des massacres fondés sur l'identité », a-t-il souligné.

Il a rappelé au Président Jammeh que tout appel à la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence est interdit par le droit international des droits de l'homme ainsi que dans la législation nationale.

Les États ont la responsabilité première de protéger leurs populations. « Je demande instamment au Président de la Gambie d'assumer cette responsabilité et de veiller à ce que les droits de toutes les populations de la Gambie soient respectés, indépendamment de l'appartenance ethnique ou de leur affiliation politique », a dit le Conseiller spécial.

David Beckham, Ambassadeur itinérant de l'UNICEF, en visite au Swaziland, frappé par la sécheresse



L'Ambassadeur de bonne volonté de l'UNICEF, David Beckham, en visite au Swaziland. Photo: UNICEF/UN021422/Modola

10 juin - L'ancien footballeur David Beckham, Ambassadeur de bonne volonté du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), s'est rendu cette semaine au Swaziland pour observer comment le fonds qu'il a créé l'an dernier permet à l'agence onusienne d'aider et de protéger les enfants séropositifs.

Au cours de sa visite, David Beckham a pu entendre et voir comment la pire sécheresse depuis des décennies – qui frappe aujourd'hui de vastes étendues de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe – menace de bouleverser les vies d'enfants et de familles déjà rendues vulnérables par le VIH, a indiqué l'UNICEF dans un communiqué de presse.

Pendant sa visite au Swaziland, le pays ayant les taux d'infection par VIH les plus élevés du monde, David Beckham a rencontré des mères et des enfants vivant avec le VIH dans certaines des habitations les plus pauvres des districts de Lubombo et de Shiselweni.

Il a pu observer comment son fonds, '7: le Fonds de l'UNICEF David Beckham', aide l'agence onusienne à apporter aux enfants les soins et le traitement qui leur sont indispensables et comment il s'est engagé à participer à hauteur de 27% au budget annuel de l'UNICEF Swaziland pour la lutte contre le VIH/sida au cours des trois prochaines années.

« L'année dernière, j'ai lancé mon propre fonds avec l'UNICEF parce que je voulais participer à la construction d'un monde plus sûr pour les enfants. Je me sens très fier d'être au Swaziland pour observer comment l'argent levé par l'intermédiaire du fonds permet aux enfants vulnérables touchés par le VIH/sida de rester en bonne santé et en sécurité », a dit David Beckham.

« Beaucoup des enfants que j'ai rencontrés, certains ayant le même âge que mes propres enfants, ont perdu un de leurs parents voire les deux à cause du sida et vivent à présent eux-mêmes avec le VIH. En tant que père de quatre enfants, il m'a été difficile d'entendre leurs récits sur les difficultés quotidiennes auxquelles ils sont confrontés et que cette sécheresse dévastatrice aggrave encore plus », a-t-il ajouté.

Selon lui, des enfants qui sont déjà vulnérables à cause du VIH sont aujourd'hui menacés par une nouvelle crise qui pourrait avoir un effet dévastateur sur leurs vies. Dans toute l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, des millions d'enfants risquent de connaître la famine, des pénuries d'eau et la maladie.

« Je m'exprime pour ces enfants afin de m'assurer qu'ils ne sont pas oubliés à un moment où ils ont tellement besoin qu'on les aide. J'en appelle à la communauté internationale pour qu'elle fasse tout son possible pour aider l'UNICEF à faire parvenir à ces enfants la nourriture, les médicaments et l'eau potable qui leur sont si indispensables », a-t-il dit.

Une série de chocs climatiques en 2014 et 2015 a ruiné les récoltes et épuisé les sources d'eau, un des phénomènes météorologiques liés à El Niño les plus puissants en cinquante ans ayant aggravé la sécheresse dans tout le pays. L'ampleur de la crise actuelle est sans précédent, des crises alimentaires se produisant parallèlement dans dix pays de la région et touchant quelque 26 millions d'enfants.

L'UNICEF collabore actuellement avec les gouvernements et ses partenaires de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe pour diminuer l'impact de la sécheresse et pour apporter l'aide humanitaire indispensable mais a de toute urgence besoin de 226 millions de dollars pour 2016. Actuellement, l'aide humanitaire ne progresse pas au même rythme que les gigantesques besoins des enfants, les appels pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe n'étant financés qu'à concurrence de moins de la moitié du niveau souhaité.

« Cette sécheresse – la pire en trente-cinq ans – est en train d'accroître les vulnérabilités pour les enfants de toute la région et met en péril des milliers de vies et de modes de vies », a déclaré Leila Gharagozloo-Pakkala, Directrice régionale à l'UNICEF pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe. « Ceci est particulièrement évident dans les communautés touchées par le VIH en Afrique australe, l'épicentre mondial de la pandémie de sida. Les personnes vivant avec le VIH sont extrêmement vulnérables à l'insécurité alimentaire, à la malnutrition et aux chocs touchant leurs revenus ».

« Si nous voulons protéger les progrès importants que nous avons réalisés dans la prévention et le traitement du VIH dans la région, alors il est impératif que la communauté internationale se manifeste pour limiter les effets que cette sécheresse permanente est en train d'avoir sur de nombreux enfants et familles du continent », a-t-elle ajouté.

Le chef de l'ONU souligne le rôle crucial des Casques bleus pour protéger les civils



Un bataillon chinois de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) en patrouille. Photo ONU/JC McIlwaine

10 juin - A l'occasion d'un débat au Conseil de sécurité de l'ONU sur la protection des civils, le Secrétaire général de l'Organisation, Ban Ki-moon, a rappelé vendredi le rôle crucial que les Casques bleus peuvent jouer pour protéger les civils et a jugé nécessaire de renforcer leurs moyens pour qu'ils puissent assumer ce rôle.

« Renforcer la protection des civils était un thème clé du Sommet humanitaire mondial et du Programme pour l'humanité. C'est l'un des thèmes dominants des récentes revues des opérations de paix », a souligné M. Ban dans un discours devant les membres du Conseil.

Selon lui, ces rapports, revues et réunions ont tous souligné « combien la protection des

civils était un impératif politique, juridique, moral et opérationnel et était de la responsabilité en premier des autorités nationales ».

« Ils ont souligné le rôle modeste mais vital que les opérations de paix des Nations Unies peuvent jouer dans la protection des civils. Et ils ont souligné la nécessité d'un effort concerté de la part de ce Conseil, des États membres et du Secrétariat des Nations Unies pour renforcer encore cette contribution », a ajouté le Secrétaire général. « La protection des civils est une responsabilité globale impliquant toutes les fonctions essentielles de l'Organisation des Nations Unies : les droits de l'homme, l'humanitaire, le politique et le maintien de la paix ».

Le chef de l'ONU a demandé au Conseil de sécurité de donner la priorité à la stratégie politique et aux approches d'ensemble quand il examine les mandats de protection des civils. « Ceux-ci peuvent être encore plus cruciaux que les moyens militaires et le nombre de troupes », a dit M. Ban.

Il a rappelé que le Secrétariat de l'ONU examinait ses procédures administratives et logistiques pour voir comment il peut mieux soutenir les opérations de paix et qu'il étudiait comment être plus souple et plus réactif.

Ban Ki-moon a aussi rappelé que le Secrétariat faisait tout son possible pour renforcer la responsabilité au sein des missions. « Nous continuerons nos efforts pour prévenir et répondre aux abus commis par des Casques bleus », a-t-il dit.

Il a estimé que l'ONU avait besoin de troupes qui correspondent aux besoins. « Nous avons besoin de troupes qui parlent les langues appropriées, disposent des bons équipements, ont les compétences requises, et se trouvent au bon endroit », a-t-il souligné.

M. Ban a souligné que protéger les civils est une responsabilité de l'ensemble du système onusien mais que « la responsabilité première incombe aux parties au conflit, aux États non belligérants, et à ce Conseil ».

« L'Organisation des Nations Unies est déterminée à travailler collectivement pour aider les gouvernements à protéger leurs populations, et à persuader les parties au conflit à respecter leurs obligations », a-t-il dit.

« Mais le maintien de la paix même le plus efficace ne pourra jamais protéger tous les civils », a-t-il ajouté. « La solution ultime pour protéger les civils dans les conflits est de trouver des solutions politiques durables, fondées sur la primauté du droit et les droits de l'homme ».

Yémen : l'ONU condamne des attaques meurtrières à Taëz



Les enfants à Taëz, au Yémen, vivent dans des conditions difficiles en raison du conflit (photo archives). Photo: UNICEF/Mahyoob

10 juin - Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a fermement condamné vendredi une récente série d'attaques à l'arme lourde, notamment des roquettes, des tirs mortiers et de l'artillerie, dans la ville de Taëz, au Yémen.

Selon le HCDH, les attaques ont eu lieu dans plusieurs zones résidentielles et des marchés très fréquentés à Taëz entre le 3 et 8 juin 2016. Elles ont tué 18 civils, dont sept enfants, et blessé 68 autres personnes. Plusieurs marchés ont été touchés alors que les gens faisaient leurs courses avant le Ramadan.

« Selon plusieurs victimes blessées lors d'une attaque près du marché Delux le vendredi 3 juin, les tirs d'obus provenaient des collines de Tabat Al-Sofitel. Cette partie orientale de la ville de Taëz est actuellement sous le contrôle des Comités populaires affiliés aux Houthis et des forces fidèles à l'ancien Président Saleh », a déclaré une porte-parole du HCDH, Ravina Shamdasani, lors d'un point de presse à Genève.

Les attaques ont continué jusqu'à tard dans la soirée du 4 juin et redémarré le 6 juin, lorsque plusieurs maisons des quartiers Al Ta'iziyah et d'Al-Qahirah ont été touchées, tuant trois civils et en blessant douze autres, dont neuf enfants.

Un autre incident grave a eu lieu tôt le 8 juin quand une école près de l'hôpital Al-Thawrah a été frappée, tuant cinq

personnes, dont trois enfants. Toutes les victimes appartenaient à une communauté marginalisée, les Al-Muhamasheen, qui s'étaient réfugiés dans l'école après avoir été contraints de fuir leurs maisons en raison de la violence en cours. Selon des témoins, les tirs provenaient également des collines de Tabat Al-Sofitel.

« Depuis le 26 mars 2015 et jusqu'à 8 juin 2016, nous avons documenté un total de 3.539 civils tués et 6.268 blessés » au Yémen, a ajouté la porte-parole.

Burundi : visite de la mission d'experts de l'ONU sur les droits de l'homme la semaine prochaine



Plus de 250.000 Burundais ont fui leur pays depuis avril 2015 vers les pays voisins. Ci-dessus, le camp de réfugiés de Nduta est situé dans le nord-ouest de la Tanzanie. Photo HCR/Benjamin Loyseau

10 juin - Les trois membres de la Mission d'Experts indépendants des Nations Unies sur le Burundi qui a été établie par le Conseil des droits de l'homme le 17 décembre 2015 pour « enquêter sur les violations et abus de droits de l'homme en vue de prévenir la détérioration de la situation » se rendront dans ce pays pour la deuxième fois du 13 au 17 juin prochains.

« Cette visite sera l'occasion d'évaluer les développements intervenus dans la situation des droits de l'homme depuis notre dernière visite, en mars dernier, et de poursuivre nos discussions avec tous les acteurs impliqués dans la crise actuelle », a déclaré le président de cette Mission d'Experts indépendants, Christof Heyns (Afrique du Sud), qui est également le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires.

La mission est composée, outre M. Heyns, de Maya Sahli-Fadel (Algérie), la Rapporteuse spéciale de l'Union Africaine sur les réfugiés, les demandeurs d'asile, les personnes déplacées et les migrants en Afrique, et de Pablo de Greiff (Colombie), le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition.

Au cours de leur visite, les experts rencontreront les autorités burundaises ainsi que d'autres acteurs politiques, des membres de la société civile, des victimes de violations des droits de l'homme, des organisations humanitaires, notamment les agences des Nations Unies, ainsi que des partenaires régionaux et internationaux opérant au Burundi.

« Le Burundi traverse une période difficile. Si une réponse adéquate aux difficiles défis que connaît le pays n'est pas trouvée, ceux-ci pourraient mettre en péril les importantes réalisations obtenues grâce à l'Accord d'Arusha », a averti Pablo de Greiff.

Maya Sahli-Fadel a jugé quant à elle, que l'une des dimensions fondamentales de leur mandat est « d'aider l'Etat burundais à remplir ses obligations en matière de droits de l'homme, notamment en garantissant que justice soit faite et les responsabilités établies pour les violations et atteintes aux droits de l'homme qui ont été commises depuis le début de la crise ».

La Mission d'Experts indépendants a déployé une équipe de spécialistes des droits de l'homme au Burundi en mai 2016, avec pour objectif d'aider les trois experts onusiens à recueillir des informations sur les violations et atteintes aux droits de l'homme perpétrées dans le pays depuis avril 2015. Ces spécialistes, qui viennent d'entamer une visite en République démocratique du Congo, se rendront également au Rwanda, en Ouganda et en Tanzanie au cours des prochaines semaines pour recueillir des informations et interviewer des réfugiés burundais.